

LA RÉFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE FAIT DÉBAT AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Par Virginie Malingre

18 janvier 2019

Alors que plusieurs réformes ont déjà été repoussées, des ministres plaident activement pour le report de ce texte.



Les membres du gouvernement se rendent à pied à l'Élysée pour assister au premier Conseil des ministres de l'année, le 4 janvier 2019 - Ian LANGSDON / POOL / AFP

Avant d'échanger avec les maires, Emmanuel Macron a écouté. Alors que le grand débat vient de commencer et doit se tenir partout en France jusqu'au 15 mars, plusieurs ministres se sont exprimés, lors du séminaire gouvernemental du 9 janvier, sur l'opportunité de maintenir ou non le programme de travail du gouvernement tel qu'il est prévu au premier trimestre. Et notamment, la réforme de la fonction publique dont les grandes lignes sont d'ores et déjà connues – plan de départ volontaire, embauches plus nombreuses de contractuels, rémunération au mérite – et qui doit permettre sur le quinquennat de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires.

Gérald Darmanin, chargé des comptes publics, venait de présenter sa feuille de route quand Jean-Yves Le Drian a pris la parole. « *Il faut peut-être arrêter les bêtises. On a déjà une crise*

sur les bras, on ne va peut-être pas y rajouter les fonctionnaires », a lancé le ministre des affaires étrangères, selon des informations révélées par Europe 1, mercredi 16 janvier, et que Le Monde s'est fait confirmer. Avant d'expliquer : « Les agents de l'Etat ne sont pas forcément des technocrates, ils sont aussi des aides-soignants, infirmières, douaniers, policiers, etc. Il ne faudrait pas aggraver la situation. »

D'autres ministres ont abondé dans le sens de l'ancien socialiste. « *Des ministres de gauche* », précise un participant, qui cite Florence Parly, ministre de la défense, et Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. « *La réforme de l'Etat est au menu du grand débat. Dès lors, il ne serait pas absurde que la réforme de la fonction publique attende* », juge un ministre issu de la société civile. Avant d'ajouter : « *Dans la période actuelle, on a besoin d'être apaisé et apaisant. Il n'est pas certain que cette réforme remplisse cette case.* »

« Réforme managériale »

A l'inverse, d'autres membres du gouvernement jugent que l'exécutif a déjà amendé son agenda du premier trimestre et qu'il convient de mener à terme ce qui a été annoncé. En l'occurrence la réforme de l'assurance-chômage sur laquelle l'exécutif devra se pencher si les partenaires sociaux, sommés de trouver 1 à 1,3 milliard d'euros d'économies par an, n'ont pas réussi à s'entendre d'ici au 22 février, et celle de la fonction publique.

Face aux « gilets jaunes » et après avoir décidé de lancer le grand débat, Emmanuel Macron a en effet décidé de repousser certaines réformes. Soit parce que, comme celle des retraites, elles sont politiquement explosives. Soit parce qu'elles vidaient la consultation d'une partie de sa légitimité et que le gouvernement a promis de tenir compte des revendications des Français à cette occasion.

Ainsi, la refonte de la fiscalité locale attendra, puisque la fiscalité est l'un des thèmes en débat. De même, la révision constitutionnelle, à laquelle l'affaire Benalla a mis un coup d'arrêt à l'été 2018 et que l'opposition est bien décidée à empêcher, a été reportée puisque les Français sont également sollicités sur ce sujet. Idem sur la loi d'orientation des mobilités, elle aussi repoussée.

« *Les Français n'ont pas demandé que les élus arrêtent de travailler* » pendant le grand débat, avance un ministre. Après avoir reculé sur la hausse de la taxe carbone et exonéré de l'augmentation de la CSG tous les retraités touchant moins de 2 000 euros, il ne faudrait pas donner l'impression de ne plus rien faire, plaident les tenants de cette ligne. « *Le grand débat doit permettre d'aborder la question de la réforme de l'Etat, pas celle du statut ou des rémunérations des fonctionnaires. La réforme de la fonction publique est une réforme managériale* », ajoute Matignon.

« Convention des managers » mi-février

Hanté par ce qu'il a pu observer sous le quinquennat de François Hollande, Emmanuel Macron redoute l'impuissance politique par-dessus tout. Durant sa campagne et depuis son entrée à l'Élysée, il a fait de sa capacité à agir sa marque de fabrique. Pas question pour l'heure, donc,

de reculer sur la réforme de la fonction publique, qui aurait initialement dû être lancée en décembre et qui a déjà été reportée à cause du mouvement de protestation.

Edouard Philippe doit en présenter les grandes lignes devant les 1 600 plus hauts cadres de l'administration lors d'une « convention des managers » mi-février. Elle devrait ensuite être examinée en conseil des ministres fin mars. Mais ils sont plusieurs dans l'entourage du président à militer pour un report. « *Ouvrir un front fonction publique en ce moment, tactiquement, ce serait une connerie complète* », juge un proche d'Emmanuel Macron.

Dans le même temps, la Cour des comptes met la pression sur l'exécutif. « *Les circonstances actuelles imposent, non pas de freiner, mais d'accélérer et de concrétiser l'indispensable démarche de transformation de l'action publique* », a déclaré son premier président, Didier Migaud, jeudi 17 janvier. L'ancien président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée, entre 2007 et 2010, est bien placé pour savoir que les périodes de tensions sociales sont propices aux dérapages budgétaires.

Par Virginie Malingre